

Parti libéral du Canada
81, rue Metcalfe, pièce 400
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

23 septembre 2008

Richard Elliott
Directeur général
Réseau canadien juridique VIH/sida
600-1240, rue Bay
Toronto (Ontario) M5R 2A7

Monsieur,

Veillez trouver ci-incluse la réponse du Parti libéral à votre questionnaire.

Pour en apprendre davantage au sujet de l'idéal que le Parti libéral a pour le Canada, prenez un moment pour consulter notre programme en ligne à www.liberal.ca. Ce document présente des détails sur les objectifs et les priorités des libéraux.

Au nom de notre chef, Stéphane Dion, et de son équipe tout entière, je tiens à vous remercier de nous avoir fait part des inquiétudes de vos adhérents. Nous sommes reconnaissants de l'intérêt que vous portez aux politiques du Parti libéral, parce qu'elles concernent les questions qui vous touchent.

Bien cordialement,

Doug Ferguson
Président du Parti libéral du Canada



Réponse des libéraux à Réseau canadien juridique VIH/sida

1. Le financement de la recherche pour la prévention du VIH

En ce moment, pour deux personnes atteintes du VIH qui se font traiter, cinq personnes sont contaminées. En 2007, le Global HIV Prevention Working Group a prédit qu'il y aurait 60 millions de nouveaux cas de VIH d'ici 2015, à moins qu'on accroisse suffisamment la prévention à l'échelle mondiale. La pauvreté, la violence et l'inégalité exposent davantage les femmes au risque de contracter le VIH. Les femmes ont besoin de nouveaux moyens pour se protéger elles-mêmes, notamment des microbicides, des produits conçus pour réduire la transmission du VIH ou d'autres maladies transmises sexuellement que les femmes peuvent contrôler même si leur partenaire masculin n'utilise pas de condoms. Le Canada a auparavant accordé des financements importants pour appuyer des efforts de recherche mondiaux coordonnés par l'entremise du Partenariat international pour des microbicides et l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida. Le Canada peut jouer ce rôle de chef de file pour empêcher la propagation du VIH et pour appuyer la création de nouvelles technologies de prévention.

Votre parti va-t-il augmenter le financement pour la recherche canadienne et internationale sur de nouvelles technologies de prévention du VIH, notamment les microbicides et les vaccins ?

Un gouvernement libéral prendra une approche globale pour traiter le VIH/sida qui serait axée sur la prévention, les soins, les traitements et le soutien, ainsi que le renforcement des moyens dans les pays non industrialisés pour lutter contre le VIH/sida. Le renforcement des systèmes de santé et des moyens dans les pays industrialisés ferait partie des interventions mondiales face à cette épidémie, ainsi que la recherche-développement liée à la création d'un vaccin contre le VIH/sida.

En outre, un gouvernement libéral appuiera, avec du financement et d'autres ressources, des efforts coordonnés mondiaux en recherche en partenariat avec des organismes internationaux, afin d'améliorer la recherche en matière de technologies de prévention, notamment les microbicides et les vaccins.

2. Renforcer les systèmes de santé dans les pays non industrialisés

Il faut avoir de bons systèmes de santé pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, et juguler et faire reculer la pandémie du VIH/sida fait partie de ces objectifs. Le Canada peut aider à renforcer les systèmes de santé financés par le public dans les pays industrialisés pour appuyer les traitements, la prévention et les soins du VIH, en respectant son engagement à porter l'aide publique au développement à 0,7 % de notre revenu national brut.

Votre parti établira-t-il un calendrier pour respecter cette promesse ?

Le Parti libéral demeure déterminé à faire des progrès pour atteindre l'objectif de 0,7 % du Millénaire pour le développement. Le budget de 2005, le dernier budget libéral, a prévu une augmentation de 3,4 milliards sur cinq ans de l'aide publique au développement et a doublé le budget de cette aide pour le porter à plus de 5 milliards de dollars d'ici 2010. Notre objectif était de maintenir une augmentation annuelle de 8 % au-delà de 2010 et d'accélérer le taux de croissance à mesure que notre situation financière continuerait de s'améliorer.

Malheureusement, le gouvernement conservateur a fait des coupures à l'aide publique au développement du Canada, qui a chuté à 0,28 % de notre revenu national brut en 2007, contre 0,34 % en 2005. En même temps, il a épuisé le surplus de 12 milliards de dollars hérité du gouvernement libéral en 2006, et le Canada est maintenant au bord du déficit. Le gouvernement libéral est déterminé à remettre le Canada sur la bonne voie en ce qui touche nos engagements internationaux, mais nous tenons aussi à une gestion responsable des finances publiques.

3. Appuyer le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

Le Canada est le 8^e plus grand donateur du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Il s'agit du mécanisme multilatéral de financement le plus efficace et innovateur pour accroître les mesures de prévention, les soins, les traitements et le soutien relatifs au VIH des pays industrialisés. Le Fonds mondial appuie les initiatives pilotées par les pays et les approuve au moyen d'un processus d'examen technique rigoureux. Surmonter l'épidémie nécessite des efforts soutenus à long terme dans ces régions. Le Fonds mondial doit être capable de fournir un soutien continu pour plusieurs années aux efforts des pays industrialisés. Le soutien du Canada au Fonds mondial doit être constant et prévisible d'année en année.

Votre parti va-t-il faire en sorte que le Canada contribue pour 5 % des ressources nécessaires au cours des cinq prochaines années pour financer les efforts des pays industrialisés, comme l'a indiqué le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, au moyen de son processus d'examen technique ?

Le gouvernement libéral a joué un rôle essentiel dans la création du Fonds mondial en 2001 et les libéraux tiennent toujours à cette initiative, étant donné l'énorme catastrophe humaine que causent les maladies, notamment le sida, la tuberculose et le paludisme, surtout en Afrique. Au moment où le gouvernement libéral a quitté le pouvoir, notre contribution à ce fonds était de 525 millions de dollars.

À ce jour, le Parti libéral n'a pas annoncé de nouveaux financements au-delà des engagements qui existent déjà, mais nous considérons que le Fonds mondial est une partie essentielle de la contribution du Canada à l'aide internationale.

4. Améliorer le Régime canadien d'accès aux médicaments

L'Organisation mondiale de la santé et les organismes d'aide humanitaire ont souligné que l'accès aux médicaments génériques à bon marché, notamment les produits en proportions fixes qui simplifient les traitements compliqués du sida, était capital pour mettre le traitement du sida à la portée des millions de personnes dans les pays en voie de développement qui en ce moment n'y ont pas accès. En mai 2004, le Parlement a adopté à l'unanimité un projet de loi pour créer le Régime canadien d'accès aux médicaments, qui prévoyait l'exportation de médicaments génériques bon marché aux pays en voie de développement. Mais cela a pris quatre ans avant de faire la première percée : le gouvernement du Rwanda va recevoir prochainement la livraison de médicaments importants pour le sida d'un fabricant de produits génériques du Canada, en vertu de ce régime. Toutefois, tout indique que cela pourrait être la dernière utilisation de la loi, à moins qu'on la rende plus conviviale. Le régime doit être simplifié : il faut notamment remplacer le processus actuel de délivrance de licences au cas par cas et exiger plutôt une seule licence obligatoire qui autoriserait l'exportation de médicaments génériques à faible coût à n'importe lequel des pays admissibles visés par la loi existante.

Votre parti va-t-il réorganiser le Régime canadien d'accès aux médicaments pour créer un processus simple de délivrance d'une licence unique afin que les pays en développement aient accès à des médicaments vitaux au moyen d'un processus soutenu, simple et direct ?

Un gouvernement libéral serait pour l'amélioration du Régime canadien d'accès aux médicaments afin d'améliorer l'accès aux médicaments vitaux pour ceux qui en ont besoin, surtout dans les pays en développement.

5. Le financement de la lutte contre le VIH/sida au Canada

Le Canada a besoin d'une stratégie fédérale de lutte contre le VIH/sida suffisamment financée, notamment un financement essentiel pour de nombreux services de première ligne et des programmes qui offrent la prévention du VIH, des soins, des traitements et du soutien aux personnes atteintes du VIH, à leur famille et leur collectivité. En 2003, tous les partis à la Chambre des communes ont recommandé que la stratégie fédérale canadienne de lutte contre le HIV/sida soit améliorée grâce à un financement d'environ 85 millions de dollars annuellement qui devait être atteint graduellement en cinq ans, soit en 2008-2009. Toutefois, des compressions budgétaires ont été mises en œuvre les deux dernières années. De plus, certains fonds pour renforcer les programmes et services existants et planifiés ont été redirigés vers une nouvelle initiative sur les vaccins anti-VIH, un important effort, mais qui, comme le Comité permanent de la santé l'a constaté il y a cinq ans, aurait besoin de financement additionnel séparé. En raison de cela, le financement de l'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada est maintenant presque 15 % en dessous du niveau convenu par tous les partis il y a quelques années.

Votre parti va-t-il s'engager à rétablir la totalité du financement à un niveau d'au moins 85 millions par année, au titre de l'initiative fédérale pour traiter le VIH/sida au Canada ?

Le Parti libéral du Canada est d'avis qu'une stratégie fédérale suffisamment financée pour la lutte contre le VIH/sida est une étape essentielle pour freiner et prévenir la propagation de cette maladie au Canada.

En 2005, le gouvernement libéral précédent a lancé l'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada. Nous avons porté les financements de 42 millions dollars à 84 millions dollars par année au titre des programmes du VIH/sida, d'ici 2008-2009. En 2005-2006, ce financement devait passer de 13 millions de dollars à 55 millions de dollars.

Le Parti libéral du Canada est déterminé à veiller à ce que le financement fédéral aide à renforcer la surveillance, la recherche, les interventions de la collectivité et à sensibiliser le public à la gravité de cette maladie. Nous pensons que ces fonds devraient servir à assurer aux personnes qui sont atteintes du VIH/sida ou qui en subissent les conséquences l'appui dont elles ont besoin.

Un gouvernement libéral serait favorable à des discussions et des consultations avec les provinces et les territoires, ainsi qu'avec les parties intéressées, au sujet des options de financement stable et à long terme au titre de l'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada.

6. Services de réduction des méfaits pour protéger et promouvoir la santé

Contrairement à la politique fédérale précédente, la nouvelle Stratégie nationale antidrogue, introduite en octobre 2007, ne comprend pas d'engagement à réduire les méfaits, un des principaux piliers d'une mesure globale de lutte contre les stupéfiants. En mai 2008, une cour de la Colombie-Britannique a rendu une décision accordant une exemption constitutionnelle pour permettre la poursuite des activités du site d'injection supervisé à Vancouver sans exposer ses utilisateurs et son personnel à des poursuites au pénal, et a déclaré des parties des lois des stupéfiants du Canada inconstitutionnelles dans la mesure où elles empêchent les personnes qui utilisent des stupéfiants d'avoir accès à des services de santé qui peuvent prévenir la mort et la maladie.

Votre parti s'engagera-t-il à appuyer des services de réduction des méfaits, notamment des centres d'injection supervisées, et à les considérer comme un important élément d'une stratégie fédérale de stupéfiants et comme faisant partie des efforts pour prévenir la propagation du VIH et de l'hépatite C, associée à l'utilisation dangereuse de drogues injectables ?

Le gouvernement libéral précédent a affecté 237,7 millions de dollars sur cinq ans pour renouveler la Stratégie nationale antidrogue, fondée sur quatre piliers, notamment la prévention, le traitement, l'application de la loi et la réduction des méfaits.

En 2003, le Vancouver Coastal Health Authority a obtenu une exemption aux termes de la loi réglementant certaines drogues et autres substances pour lancer le projet pilote du site d'injection supervisée. Nous avons accordé un crédit de 1,5 million de dollars pour appuyer l'évaluation du projet pilote de trois ans.

Le centre d'injection supervisée montre comment la réduction des méfaits et les traitements peuvent favoriser la sécurité et le bien-être des Canadiens en général. Nous aimerions qu'on apporte un appui continu pour le site et que son succès soit reproduit dans d'autres régions partout au Canada où on en exprime le désir et le soutien des groupes locaux.

Le Parti libéral continuera à encourager tous les pouvoirs publics, les organismes responsables de l'application de la loi et les associations professionnelles à réduire les méfaits liés à la toxicomanie et à les appuyer.

7. Protéger la santé des prisonniers pour protéger la santé publique

À l'échelle du pays, il y a des programmes d'échange de seringues financés par le gouvernement fédéral qui arrivent à réduire la propagation de maladies infectieuses. Toutefois, ces programmes n'existent pas à l'intérieur des prisons canadiennes. Pourtant, les recherches du gouvernement fédéral indiquent que les stupéfiants sont présents dans les prisons, malgré les efforts mis en œuvre pour les éliminer, que de nombreux prisonniers ont des toxicomanies et s'injectent des stupéfiants (en partageant des équipements d'injections improvisés), et que le nombre de cas de VIH/sida est élevé dans les prisons. Les prisonniers ont droit à des services de santé pour se protéger contre ces maladies. En raison du fait que la plupart des prisonniers retournent dans la collectivité, leur santé est aussi un problème de santé publique. Plusieurs autres pays ont mis en œuvre des programmes d'échange de seringues depuis de nombreuses années. En se basant sur de nombreuses études menées sur ces programmes, l'Organisation mondiale de la santé, l'Association médicale canadienne et l'Agence de la santé publique du Canada ont toutes recommandé de tels programmes.

Votre parti mettra-t-il en œuvre des programmes d'échange de seringues dans les prisons canadiennes pour mettre fin à la propagation de virus mortels et pour protéger la santé publique ?

Dans le cadre d'une stratégie de réduction de méfaits, non seulement les programmes d'échange de seringues sont reconnus ici au Canada et à l'échelle mondiale au moyen d'études et de rapports scientifiques, ils sont aussi absolument nécessaires pour freiner la propagation de maladies infectieuses au Canada.

Un gouvernement libéral appuiera des programmes d'échange de seringues, car non seulement ils aident les toxicomanes, mais ils contribuent à résoudre les problèmes de santé publique générale.